

Relations Presse :

Victoire Grux

Tél. : +33 6 04 52 16 55

victoire.grux@capgemini.com

Relations Investisseurs :

Vincent Biraud

Tél. : +33 1 47 54 50 87

vincent.biraud@capgemini.com

Capgemini place avec succès une émission obligataire de 800 millions d'euros

Paris, le 6 mai 2026 – [Capgemini](#) (Euronext Paris: CAP) annonce avoir émis avec succès aujourd'hui un emprunt obligataire de 800 millions d'euros à 7 ans et portant un coupon de 3,875% (prix d'émission de 99,083 %), ci-après dénommé les « Obligations ».

Cette émission obligataire a été sursouscrite environ 2,7 fois.

Le produit de cette émission obligataire sera utilisé pour les besoins généraux du Groupe, y compris le refinancement de l'emprunt obligataire de 800 millions d'euros arrivé à maturité et remboursé le 15 avril 2026.

Les obligations nouvellement émises devraient être notées BBB+ par Standard & Poor's, en ligne avec la notation émetteur BBB+/perspective stable attribuée à Capgemini.

A propos de Capgemini

Partenaire mondial de la transformation business et technologique, Capgemini intègre la puissance de l'IA pour créer de la valeur pour ses clients. Nous imaginons le futur des organisations et le rendons réel grâce à l'IA, à la technologie et à nos talents. Depuis près de 60 ans, nous sommes un groupe responsable et multiculturel, avec plus de 420 000 collaborateurs dans plus de 50 pays. Capgemini propose des services et des solutions de bout en bout, en mobilisant son expertise sectorielle, son écosystème de partenaires et ses compétences de pointe en stratégie, technologie, design, ingénierie et opérations. Le Groupe a réalisé un chiffre d'affaires mondial de 22,5 milliards d'euros en 2025.

Make it real* | www.capgemini.com

**Rendre possible, de l'idée à la réalisation*

Avertissements concernant les Obligations

Ce communiqué de presse, ainsi que l'information qu'il contient, ne constitue pas une offre ni une sollicitation d'achat ou de souscription des Obligations aux États-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon, ni dans tout État ou juridiction au sein duquel ou de laquelle une telle offre ou sollicitation serait illégale, notamment en l'absence d'enregistrement ou d'approbation en vertu des lois de cet État ou de cette juridiction.

L'offre et la souscription des Obligations peuvent faire l'objet, dans certains pays, de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Capgemini n'accepte aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions.

Le présent communiqué de presse constitue une communication à caractère promotionnel mais ne constitue pas un prospectus au sens du Règlement 2017/1129, tel que modifié (le « **Règlement Prospectus** »). La diffusion de ce communiqué peut, dans certains pays, faire l'objet d'une réglementation spécifique. Les personnes en possession de ce document sont tenues de s'informer de ces éventuelles restrictions locales et s'y conformer. Capgemini décline toute responsabilité envers toute personne en lien avec la diffusion de ce communiqué de presse ou des informations qu'il contient dans un quelconque pays.

Espace Économique Européen. Les Obligations ne peuvent être offertes et n'ont pas été offertes au public dans aucun Etat membre de l'Espace économique européen (« **EEE** ») (chacun étant désigné comme un « **Etat Concerné** »), sauf conformément aux dérogations



prévues par l'article 1(4) du Règlement Prospectus. Aucune action n'a été entreprise ni ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des Obligations autre qu'à des investisseurs qualifiés dans un État Concerné.

INTERDICTION DE VENTE AUX INVESTISSEURS DE DÉTAIL DE L'ESPACE ECONOMIQUE EUROPEEN – Les Obligations ne sont pas destinées à être offertes, vendues ou mises à disposition d'une autre manière à un investisseur de détail de l'EEE et ne doivent pas être offertes, vendues ou mises à disposition d'une autre manière à un tel investisseur. A ces fins, un investisseur de détail signifie une personne revêtant l'une ou plusieurs de ces qualités : (i) un client de détail tel que défini au point (11) de l'article 4(1) de la Directive (UE) No. 2014/65 (telle qu'amendée, « **MiFID II** ») ; ou (ii) un client au sens de la Directive (UE) No. 2016/97 du 20 janvier 2016 sur la distribution d'assurances (telle qu'amendée, la « **Directive sur la Distribution d'Assurances** »), lorsque ce client ne serait pas qualifié de client professionnel tel que défini au point (10) de l'article 4(1) de MiFID II. Aucun document d'informations clés au sens du Règlement (UE) n° 1286/2014 n'est disponible.

Gouvernance produits MiFID II / marché cible - Le prospectus relatif aux Obligations contient une partie intitulée « *MiFID II product governance / professional investors and eligible counterparties only target market* » décrivant l'évaluation du marché cible en ce qui concerne les Obligations et les canaux appropriés pour la distribution des Obligations. Toute personne offrant, vendant ou recommandant ultérieurement les Obligations (un « **Distributeur** ») doit prendre en considération l'évaluation du marché cible ; un Distributeur soumis à MiFID II est responsable de la réalisation de sa propre évaluation du marché cible en ce qui concerne les Obligations (en adoptant ou en affinant l'évaluation du marché cible) et de la détermination des canaux de distribution appropriés.

Cette restriction de placement s'ajoute aux autres restrictions de placement applicables dans chaque État Concerné.

Royaume-Uni. Le présent communiqué s'adresse uniquement aux personnes qui (i) sont situées en dehors du Royaume-Uni, (ii) possèdent une expérience professionnelle dans le domaine des investissements et sont des professionnels en matière d'investissement (« *investment professionals* ») au sens de l'article 19(5) du *Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005*, tel que modifié (l'« **Order** »), (iii) sont visées à l'article 49(2) (a) à (d) (sociétés à capitaux propres élevés, associations non-immatriculées, etc.) de l'*Order*, ou (iv) sont par ailleurs des personnes auxquelles il peut être légalement communiqué (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv) étant ensemble désignées comme les « **Personnes Habilitées** »). Les Obligations sont uniquement destinées aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou tout contact relatif à la souscription, l'achat ou l'acquisition des Obligations ne peut être adressé ou conclu qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le présent communiqué et les informations qu'il contient.

Les Obligations ne seront pas « admises à la négociation » sur un « marché réglementé » au Royaume-Uni au sens du *Prospectus Rules: Admission to Trading on a Regulated Market sourcebook* (« **PRM** ») et, par conséquent, aucun document ne devra être publié en tant que prospectus conformément au PRM. Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus au sens du PRM et n'a pas été approuvé par la *Financial Conduct Authority* ou par toute autre autorité de régulation du Royaume-Uni.

Les Obligations ne sont pas destinées à être offertes, vendues, distribuées ou mises à disposition d'une autre manière et, ne doivent pas être offertes, vendues, distribuées ou mises à disposition d'une autre manière à des investisseurs de détail au Royaume-Uni. A ces fins, un investisseur de détail signifie une personne revêtant l'une ou plusieurs de ces qualités : (i) n'est pas un client professionnel, tel que défini au point (8) de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 2017/565 tel qu'il fait partie du droit interne en vertu du *European Union (Withdrawal) Act 2018* ; ou (ii) n'est pas un investisseur qualifié au sens du paragraphe 15 de l'annexe 1 du *Public Offers and Admissions to Trading Regulations 2024*. En conséquence, aucun document d'information requis par le *FCA Product Disclosure Sourcebook* (« **DISC** ») pour l'offre, la vente ou la distribution des Obligations ou pour les mettre à la disposition d'investisseurs de détail au Royaume-Uni n'a été établi ; par conséquent, l'offre, la vente ou la distribution des Obligations ou leur mise à la disposition à des investisseurs de détail au Royaume-Uni peut être illégale en vertu du DISC et du *Consumer Composite Investments (Designated Activities) Regulations 2024*.

Gouvernance produits UK MiFIR / marché cible - Le prospectus relatif aux Obligations contient une partie intitulée « *UK MiFIR product governance / professional investors and eligible counterparties only target market* » décrivant l'évaluation du marché cible en ce qui concerne les Obligations et les canaux appropriés pour la distribution des Obligations. Toute personne offrant, vendant ou recommandant ultérieurement les Obligations (un « Distributeur ») doit prendre en considération l'évaluation du marché cible ; un Distributeur soumis au *FCA Handbook Product Intervention and Product Governance Sourcebook* (les « *UK MiFIR Product Governance Rules* ») est responsable de la réalisation de sa propre évaluation du marché cible en ce qui concerne les Obligations (en adoptant ou en affinant l'évaluation du marché cible) et de la détermination des canaux de distribution appropriés.

États-Unis. Ce communiqué ne peut pas être publié, distribué ou transmis aux États-Unis (ni dans leurs territoires et dépendances, les États les constituant ou le district de Columbia). Ce communiqué de presse ne constitue ni une sollicitation d'achat ni une offre d'achat ou de souscription des Obligations aux États-Unis. Les Obligations n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du « *U.S. Securities Act of 1933* », tel que modifié (le « *Securities Act* ») et ne pourront être offertes ou vendues aux États-Unis que conformément à un régime d'exemption prévu par le *Securities Act*. Les Obligations seront offertes ou vendues uniquement en dehors des États-Unis au sens et conformément à la « *Regulation S* » du *Securities Act*.

Informations prospectives

Certaines informations contenues dans ce communiqué, constituant ou peuvent être considérées comme des « déclarations prospectives ». L'emploi des termes « anticiper », « s'attendre à », « penser que », « avoir l'intention de », « estimer », « prévoir », « projeter », « pourrait », « pourra », « devra », « devrait », « continuer », ou la forme négative de ces termes ainsi que les expressions de même nature sont destinés à identifier les informations prospectives. Ces informations prospectives sont prospectives par nature,

LE PRÉSENT COMMUNIQUÉ DE PRESSE NE PEUT ÊTRE PUBLIÉ, COMMUNIQUÉ OU DISTRIBUÉ, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AUX ÉTATS-UNIS, AU CANADA, EN AUSTRALIE OU AU JAPON.



reposent sur des attentes actuelles et sur de nombreuses hypothèses concernant les stratégies commerciales et l'environnement dans lesquels Capgemini ou tout membre du Groupe Capgemini opéreront dans le futur, et sont soumises à des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux exprimés dans, ou induits par, ces informations.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des résultats futurs et il convient donc de ne pas s'y fier pour quelque raison que ce soit.

Bien que la direction de Capgemini estime que les projections reflétées dans ces déclarations prospectives sont raisonnables, les investisseurs sont avertis que les informations et déclarations prospectives sont soumises à divers risques et incertitudes (car elles se rapportent à des événements et dépendent de circonstances qui peuvent ou non se produire à l'avenir), dont beaucoup sont difficiles à prévoir et échappent généralement au contrôle de Capgemini, qui pourraient entraîner des résultats et des développements sensiblement différents de ceux exprimés, sous-entendus ou projetés dans les informations et déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives reflètent uniquement l'opinion de la direction de Capgemini à la date du présent communiqué de presse et ne visent pas à donner des garanties ou des assurances quant aux résultats futurs. Sauf si la loi l'exige, Capgemini décline expressément toute obligation ou engagement de publier des mises à jour ou des révisions des déclarations prospectives contenues dans le présent document afin de refléter tout changement dans les attentes de Capgemini à cet égard ou tout changement dans les événements, conditions ou circonstances sur lesquels ces déclarations sont fondées.